

Le texte que Jules Falquet nous propose ici est issu d'un travail sur les recompositions de la violence, et sur la centralité des violences masculines contre les femmes, dans le développement contemporain du mode de production néolibéral — lui-même compris comme la résultante de l'évolution conjointe de rapports sociaux capitalistes, colonio-racistes et hétéro-patriarcaux.

Féministe et activiste « à ses heures libres », Jules Falquet^[1] a vécu dans le Chiapas, à Mexico et au Salvador. Elle travaille sur les mouvements sociaux, les résistances à la mondialisation néolibérale, les recompositions de la violence masculine contre les femmes et l'imbrication des rapports sociaux de sexe, « race » et classe.

Préambule

Le choix de revenir sur les assassinats, assortis de viols et de tortures, de centaines de femmes à Ciudad Juárez depuis les années 1990, n'a rien à voir avec une quelconque volonté de victimisation de « pauvres » femmes ou de diabolisation d'hommes particulièrement « machistes » d'un « lointain » pays du sud. Au contraire, la nécessité d'analyser la situation du Mexique s'explique par l'importance de ce pays pour l'avancée du néolibéralisme à l'échelle planétaire, du fait de son rôle-clé dans la construction de l'hégémonie des Etats-Unis — dont il constitue historiquement un réservoir de main-d'œuvre, de matières premières et d'énergie déterminant, à plus forte raison depuis l'entrée en vigueur en 1994 du Traité de libre commerce Etats-Unis-Canada-Mexique^[2].

Cette analyse de la violence meurtrière exercée par un ensemble « d'hommes en armes » contre un ensemble de « femmes de service » prolonge également mes travaux précédents^[3], en les ancrant dans un contexte historique, géographique et politique spécifique — le Mexique comme « bon élève » du néolibéralisme. On verra que cette violence va bien au-delà de la profonde misogynie que nous connaissons depuis longtemps sous diverses latitudes pour s'inscrire dans des logiques de guerre particulièrement complexes et relativement nouvelles. En effet, elle nous permettra de mettre en évidence une véritable « guerre de basse intensité contre les femmes^[4] », qui constituerait la nouveauté de la vieille guerre capitaliste, celle qu'évoquait Rosa Luxembourg (1915), dès la première vague de la mondialisation quand elle soulignait l'alternative à laquelle l'humanité faisait alors face : le socialisme ou la barbarie. Comprendre les logiques de l'actuelle barbarie néolibérale, cent ans plus tard, constitue le début d'un cheminement vers d'autres possibles.

De quoi parle-t-on quand on parle de féminicide ? Il s'agit en réalité d'un ensemble de violences masculines meurtrières contre les femmes, de diverse nature : je rappellerai donc d'abord un certain nombre d'éléments de contexte et de définition, en me centrant sur la ville de Ciudad Juárez et les travaux de différentes activistes et chercheuses féministes. On verra ensuite que le(s) féminicide(s)^[5] constituent à la fois une « nouvelle » forme de violence spécifique au néolibéralisme tel qu'il se développe actuellement au Mexique et qui lui est fort utile, et qu'il(s) trouve(nt) leur origine dans l'histoire longue de contrôle politico-militaire particulière à ce pays. Dans un troisième et dernier temps, après avoir souligné certaines ressemblances avec d'autres cas de dictature et d'après-guerre dans le reste du continent, je proposerai plusieurs pistes pour approfondir la réflexion.

Le sexennat de Zedillo (1994-2000) est marqué par le développement, à Ciudad Juárez, de disparitions et de meurtres de femmes, progressivement baptisés « féminicides ». En effet, dans cette ville frontalière, emblématique de la migration vers le Nord, de l'industrialisation et de l'urbanisation spontanée^[6], on signale à partir de 1993 une série d'assassinats particulièrement marquants : on retrouve des cadavres de jeunes femmes, parfois à peine sorties de l'adolescence, portant les marques de terribles violences sexuelles, viol et torture. Certains corps sont mutilés, démembrés, ou encore jetés nus, parfois en groupes, dans le désert, au milieu de terrains vagues ou de décharges, projetant une image macabre de barbarie délibérée (González Rodríguez, 2002 ; Washington Valdés, 2005).

Au fil des mois puis des années, disparitions et assassinats se multiplient. Les familles qui cherchent leurs disparues ou viennent reconnaître des corps se heurtent à la négligence, voire au mépris et à l'agressivité de la police. Les dossiers, les pièces à conviction et même les restes des corps sont mélangés ou perdus. Les personnes venues signaler une disparition sont insultées, menacées, parfois elles-mêmes mises en cause. Face à l'attitude des autorités, des groupes de femmes, de mères notamment, mais aussi les familles plus largement et les ami-e-s, se forment pour demander justice^[7], organisant marches et campagnes pour attirer l'attention sur le phénomène et exiger des réponses, rapidement relayées par le mouvement féministe et les organisations nationales de droits de la personne. On assiste à quelques arrestations "spectaculaires" de suspects qui ont surtout des caractéristiques de victimes expiatoires idéales - deux conducteurs de bus, un « Égyptien » venu des États-Unis ou encore le frère d'une victime enquêtant d'un peu trop près dans les commissariats. Mais rapidement, les conducteurs de bus confondus montrent à la presse leurs corps couverts de brûlures de cigarettes, leur avocate dénonce être menacée de mort et fait l'objet d'attentats (Washington Valdés, 2005). Surtout, malgré ces arrestations, les assassinats continuent. Pour beaucoup de femmes, la peur s'installe. En effet, sommées de réagir, les plus hautes autorités elles-mêmes blâment les victimes, les accusant d'être des fugueuses, des prostituées, et minimisant les faits. Ainsi, le gouverneur de l'État de Chihuahua à l'époque, Francisco Barrio (1992-1998), affirme que les victimes « sortaient danser avec de nombreux hommes ». Il insinue même à propos d'une fillette de dix ans assassinée, que sa dentition, marquée par les caries, dénotait la « désintégration et la dés-attention familiale » et soutient que les chiffres des assassinats de femmes et de jeunes filles sont « normaux »^[8].

Devant la brutalité des crimes et le mystère qui entoure leurs auteurs, les interprétations les plus diverses se font jour (Ravela et Domínguez, 2003). Certain-e-s avancent que disparitions et assassinats pourraient servir à réaliser des « snuff movies »^[9] ou à des trafics d'organes. De nombreuses voix soulignent que la violence est permise par la vulnérabilité des femmes pauvres, notamment ces ouvrières des *maquilas* qui après avoir terminé leur tour de nuit à l'usine, reviennent à quatre heures du matin dans leurs lointains quartiers. Les transports et l'éclairage publics y sont inexistantes et les (éventuels) bus des usines les laissent bien loin de leur baraque de tôle, seules dans l'obscurité. D'autres rappellent froidement que les quartiers des bars du centre-ville sont pleins d'hommes peu recommandables et que la vie nocturne est synonyme de multiples dangers : celles qui y travaillent savent qu'elles le font à leurs risques et périls. De manière plus globale, les caractéristiques de Ciudad Juárez sont souvent évoquées pour mettre en avant l'existence d'une sorte de violence urbaine anormale sur fond de crise économique et sociale. La cause de tout serait à chercher dans l'urbanisation chaotique, la délinquance commune et les effets collatéraux du narcotrafic, dont l'implantation commence à se faire évidente

depuis la fin des années 1980 et se renforce constamment au cours des années 1990 autour du cartel de Juárez des frères Carrillo Fuentes^[10] en particulier. La négligence et la corruption, caractéristiques généralement attribuées à la police, ici portées à leur comble, laissent imaginer différentes formes de concussion. En effet, le *modus operandi* d'une partie des crimes (qui implique des lieux discrets de séquestration et de meurtre, puis la conservation des corps pendant des durées indéterminées, et plus tard encore leur transport sur des distances importantes), semble indiquer l'existence de bandes bien organisées et disposant de nombreuses complicités.

Au total, au cours du mandat de Francisco Barrio (1992-1998), en plus d'autres meurtres de femmes, ce sont pas moins de 90 femmes qui sont assassinées selon le même schéma de viol puis strangulation ou rupture de la nuque –pour la plupart des ouvrières entre 15 et 19 ans^[11]. De fait, les chiffres sont difficiles à obtenir et sujets à caution, puisque ni la police locale, ni les autorités du Chihuahua ni les autorités fédérales ne se montrent capables de fournir des données consolidées et unifiées^[12]. Les informations recueillies par les associations, malgré les faibles moyens dont elles disposent et les menaces qu'elles reçoivent, et par les chercheur-e-s, paraissent de loin les plus fiables. Selon sa propre base de données, Julia Estela Monárrez Fragoso, spécialiste des féminicides du Colegio de la frontera norte, comptabilise 382 femmes et fillettes assassinées entre 1993 et 2004 (2006 a). L'anthropologue québécoise Marie-France Labrecque (2012) recense pour sa part 941 féminicides entre 1993 et 2010^[13]. Mais quels assassinats doivent être comptabilisés comme des féminicides, et d'ailleurs, que sont exactement les féminicides ?

Premières définitions et diversité des féminicides

Marcela Lagarde, anthropologue et féministe mexicaine fort reconnue, qui se rend à Ciudad Juárez dès 1996 (Devineau, 2012), sera avec les éditrices de la *Triple Jornada*^[14] l'une des premières à proposer une définition et un cadre d'analyse clairement féministe pour comprendre le phénomène. Elle s'appuie pour ce faire sur le travail de Jill Radford et Diana Russel, dont le travail de 1992 *Femicide : the politics of woman killing*, constitue la première anthologie sur le meurtre de femmes en raison de leur sexe. Différentes auteures y analysent, dans des pays et des époques très diverses, les liens structurels entre haine misogyne des femmes, violences et meurtres. Lagarde reprend et traduit le terme anglais de *femicide* proposé par Russel et Radford. Cependant, estimant qu'en espagnol le terme *femicidio* évoquerait une sorte de symétrie féminin de l'homicide, elle lui préfère le terme de « féminicide » (*feminicidio*). Lagarde en fait de surcroît un concept spécifique^[15] caractérisé par deux dimensions : il s'agit d'un crime de genre, misogyne, de haine contre les femmes qui jouit d'une grande tolérance sociale ; et l'Etat joue un grand rôle dans son impunité, qui constituerait l'une de ses caractéristiques majeures (Devineau, 2012). Bien que l'usage ne soit pas réellement stabilisé, ni en espagnol^[16] ni en français^[17], je reprendrai ici le terme de féminicide, moins par adhésion stricte à la théorisation de Lagarde – nous allons voir que l'analyse que l'on peut faire du phénomène est complexe—, que parce qu'il me paraît effectivement permettre d'éviter l'écueil de la symétrisation homicide/fémicide.

De son côté, dans un souci de clarification, Monárrez Fragoso, suggère de distinguer différents types de féminicides (2006 b). Elle propose en particulier la catégorie de « féminicides sexuels systémiques » pour les assassinats de Juárez qui ont le plus fortement marqué l'opinion : des femmes jeunes, brunes de peau, ouvrières des zones franches ou étudiantes, retrouvées violées et atrocement torturées dans des mises en scènes sordides. Or selon Labrecque, ces cas ne représenteraient que 20% de l'ensemble

des assassinats de femmes recensés, soit 179 femmes et fillettes entre 1993 et 2010. Ce que Monárrez Fragoso qualifie de « féminicides intimes » c'est-à-dire commis par un homme connu de la victime, représenteraient 20% des autres meurtres, 3% correspondraient à des assassinats « pour occupations stigmatisées » (prostitution, métier transgressif) et enfin 58% seraient des assassinats « communs », liés aux simples vols et à la violence générale (Labrecque, 2012 ; Lacombe, 2014).

Des analyses variées, de la brutalité masculine aux effets pervers du néolibéralisme

Labrecque suggère, pour analyser ensemble ces différents types de féminicides^[18], de recourir à une perspective féministe globale en termes de système patriarcal, ce dernier faisant le lien entre l'exploitation du travail des femmes, l'impunité fomentée par l'Etat, la tolérance à la misogynie inscrite dans la culture dominante et le pouvoir masculin dans la sphère intime (2012). Si, malgré les critiques qui sont parfois adressées au concept de patriarcat^[19], l'analyse de Labrecque s'avère solide, ce n'est pas toujours le cas d'autres explications qui se veulent féministes mais relèvent plutôt d'une lecture superficielle du genre et s'avèrent en réalité victimisantes et naturalistes. Ainsi, certaines réflexions qui insistent sur la vulnérabilité des femmes ne font finalement que ratifier *ad nauseam* l'idée que les femmes sont (toutes, nécessairement) vulnérables et que les hommes sont (tous, sans qu'on sache pourquoi) des prédateurs sexuels et des assassins potentiels. De même, une partie des explications, largement reprises par le « sens commun », qui soulignent que la présence accrue des femmes dans l'espace public et/ou sur le marché du travail ébranlerait les normes de genre ou menacerait la suprématie des hommes, posent problème. En effet, si certaines analyses suggèrent d'observer les effets de la concurrence matérielle concrète entre femmes et hommes sur le marché du travail (Labrecque, 2012 ; Falquet, 2010 a, 2012 a), d'autres se placent, dans une perspective de genre très « micro », sur un terrain psychologisant. Or, en mettant en avant la « frustration » masculine ou une supposée « crise de la masculinité », on a vite fait de glisser la pente douteuse du masculinisme le plus réactionnaire^[20], où les victimes deviennent coupables d'avoir (bien involontairement du reste) bousculé la hiérarchie éternelle des sexes.

Plus stimulantes, dans l'impressionnante quantité de travaux sur les féminicides produits depuis une vingtaine d'années, sont les réflexions qui, dans une perspective structurelle et féministe, replacent les féminicides (et tout particulièrement ceux que Monárrez Fragoso qualifie de « féminicides sexuels systémiques ») dans le cadre du développement de la mondialisation néolibérale. L'une des premières à écrire dans ce sens est l'anthropologue argentine Rita Laura Segato (2005). Pour elle, la barbarie faussement incontrôlée exercée sur le corps de certaines femmes, à travers les féminicides, doit être rapprochée du développement de nouvelles logiques économiques, politiques et territoriales qui voient s'affronter différentes bandes narcotrafiquantes qui disputent le pouvoir à l'État. Plus précisément, en s'appuyant sur des travaux antérieurs qu'elle a menés en prison (au Brésil) avec des détenus condamnés pour viol, d'où il ressortait que le principal motif du viol pour eux était de « prouver des choses » aux autres hommes (2003), Segato affirme que les féminicides sont un langage entre hommes de groupes mafieux rivaux, qui s'adressent mutuellement des messages par le moyen de corps torturés de femmes. Pour elle, il s'agit d'un nouveau langage de terreur, de pouvoir et de contrôle sur le territoire, qui prend racine dans les zones frontières emblématiques de la mondialisation. Cette analyse brillante tend cependant à reproduire un grand tropisme de l'anthropologie, qui fait des

La philosophe, artiste et activiste Sayak Valencia a travaillé pour sa part sur le développement de ce qu'elle nomme le « capitalisme *gore* » (2010). Elle-même originaire de Tijuana, elle décrit la frontière nord du Mexique comme le « côté obscur » de l'économie globale (mexicaine). Pour elle, la violence, qui caractérise ce capitalisme *gore*, possède un triple rôle : outil de marché particulièrement efficace, moyen de survie alternatif et pièce-clé de l'auto-affirmation masculine. Valencia applique les analyses de Michel Foucault et d'Achille Mbembe, respectivement sur la biopolitique et la nécropolitique^[21], au cas de la frontière mexicaine, pour décrire trois grandes dynamiques. La première est la transformation de l'État-nation en État-marché puis, dans le cas du Mexique, en narco-État où les grandes entreprises qui contrôlent classiquement l'État ont été remplacées par les cartels de la drogue, devenus de véritables entreprises transnationales. La deuxième est un hyperconsumérisme qui se substitue au projet humaniste et à l'éthique, produisant une nouvelle subjectivité portée par ce que Valencia – empruntant à la littérature médiévale espagnole pour caractériser des êtres mi-hommes-mi-monstres –, baptise les sujets *endriagos*, qui utilisent la violence comme moyen de survie, d'auto-affirmation et outil de travail. Enfin, elle reprend le concept de nécropolitique, en le situant dans le contexte spécifique de la frontière nord du Mexique. Ici, ce sont les corps eux-mêmes qui sont devenus marchandises, dont la protection, la conservation, la liberté, l'intégrité ou la mort constituent autant de sous-produits. Pire : le corps, devenu marchandise ultime, acquiert une valeur supplémentaire s'il est menacé. Et dans la globalisation actuelle, dont les frontières constituent le meilleur exemple, les sujets *endriagos* disputent à l'État, non plus le pouvoir classique, mais le contrôle de la population, du territoire et de la sécurité.

Si l'essai de Valencia est audacieux et stimulant, son étayage empirique reste mince. Comment se forment les sujets *endriagos* et qui sont-ils sociologiquement : pourquoi les hommes, pourquoi « tous » les hommes ou pourquoi certains hommes jeunes et pauvres, ou bien âgés et riches, et pas d'autres ? Pourquoi pas les femmes, qui elles aussi, ont besoin d'argent, d'auto-affirmation et rêvent peut-être de rouler armées jusqu'aux dents dans des véhicules tout terrain accompagnées de jeunes éphèbes à leur service ? Il semble que Valencia cède à l'apitoiement créé par la répétition récurrente des discours masculinistes sur la « crise de la masculinité » et finisse par ne considérer les femmes (même si quelques-unes peuvent devenir elles aussi des sujets *endriagos*) que comme un simple décor des (més)aventures de ces sujets *endriagos*. Elle n'offre guère d'éléments historiques ou sociologiques qui permettraient de mieux comprendre comment sont produits concrètement ces sujets si problématiques.

L'ancrage historique et politique des assassinats de Ciudad Juárez

Pour trouver des éléments plus précis, c'est vers l'ouvrage de la journaliste états-unienne Diana Washington Valdés (2005), correspondante d'*El Paso Times*, qu'il faut se tourner^[22]. Au vu de l'ensemble des cas qu'elle a elle-même répertoriés, elle établit plusieurs « profils » de meurtres, qui pourraient avoir des coupables différents. Certains crimes pourraient ainsi être le fait d'au moins deux assassins en série toujours en liberté. D'autres, de narcotrafiquants de bas niveau. D'autres encore porteraient les marques de deux bandes extrêmement violentes pour lesquelles les assassinats constitueraient une sorte d'initiation rituelle. Washington Valdés pointe également la responsabilité d'un groupe d'hommes (entrepreneurs, politiciens et/ou narcotraficants) assez puissants pour assassiner impunément, avant de compléter la liste par une série d'imitateurs de toutes

sortes, qui profiteraient de la situation pour dissimuler leur forfait dans la masse. Derrière cette diversité de cas, Washington Valdés souligne cependant deux éléments communs. Elle affirme d'abord que le gouvernement connaît les assassins, et ensuite, que l'inaction des autorités cache de troublantes questions politiques.

Dans son chapitre intitulé « Le cartel de la police », Washington Valdés rappelle l'implication de certains policiers fédéraux dans une série de viols à Mexico à la fin des années 1980. Ces officiers faisaient partie de l'escorte du sous-procureur général de la République de l'époque, Javier Coello Trejo^[23]. Washington Valdés souligne que différents experts estiment que les viols en groupe représentent une sorte de rite de création de fraternité pour certains policiers collaborant avec le crime organisé. Plus précisément, les cartels opérant dans l'État de Chihuahua auraient tissé des liens avec un certain nombre d'ex-policiers ayant appartenu à la *Brigada blanca* (un groupe paramilitaire formé sur ordre de la présidence dans les années 1970 pour lutter contre la Ligue communiste du 23 septembre^[24]) – qui auraient mis leur expérience de tortionnaires au service des narcotraficants^[25]. Ainsi, en les liant à la réapparition des fantômes de la guerre sale des années 1970, Washington Valdés évite une analyse trop localiste et statique des féminicides pour les replacer dans une perspective nationale et les faire rentrer par la grande porte dans l'histoire politique (et militaire) du pays.

Washington Valdés fait également apparaître des liens troublants entre les féminicides et la vie politique mexicaine des années 1990. En effet, elle souligne l'inaction remarquée, pendant toute la période, de deux hommes particulièrement haut placés : le procureur général de la justice de l'État de Chihuahua, Francisco Molina Ruiz^[26], et son gouverneur, Francisco Barrio (dont les propos cités plus haut montrent la claire volonté de minimiser les faits). Or Francisco Barrio est l'un des hommes en vue du PAN^[27]. En effet, il est le premier à avoir brisé le monopole électoral du PRI^[28] en remportant la mairie de Ciudad Juárez en 1983^[29]. En 1986, ayant échoué à emporter le poste de gouverneur de l'État, il est au centre d'un très fort mouvement de dénonciation de la fraude électorale qui ébranle un peu plus le système PRIliste. Après six ans de retrait de la vie politique, il est finalement élu gouverneur en 1992^[30]. Le tandem Barrio (gouverneur) et Molina (procureur) est complété par la nomination par Molina, de Jorge Lopez Molinar, comme sous-procureur de la région nord de l'État, où le narcotrafiquant Amado Carrillo Fuentes, surnommé le "Seigneur du ciel"^[31], est précisément en train d'enraciner son cartel avec l'aide de son frère Vicente (Devineau, 2013).

Avocat issu de l'ultra-droitière université autonome de Guadalajara, et associé à l'organisation Desarrollo Humano Integral (DHIAC), elle-même liée à l'organisation clandestine el Yunque^[32], Jorge López Molinar a déclaré à propos des féminicides, que « beaucoup de femmes travaillent dans les maquiladoras, et comme elles ne gagnent pas assez pour vivre, du lundi au vendredi elles exercent leur travail et les week-ends, elles se consacrent à la prostitution. De plus, comme elles sont originaires de différentes régions, si quelque chose leur arrive, personne ne les réclame »^[33] et que la meilleure chose serait que les femmes « s'auto-appliquent un couvre-feu »^[34]. Il a d'ailleurs été fortement et nommément critiqué par Amnesty International pour son inaction face aux féminicides^[35]. Enfin, tout en étant sous-procureur, Jorge Lopez Molinar a été au centre d'un scandale retentissant, car il continuait à exercer comme avocat, ce que la loi de l'État de Chihuahua interdit formellement. Il fut alors soutenu contre vents et marées par le procureur, Molina Ruiz, sans que le gouverneur Francisco Barrio Terrazas y trouve rien à redire. Il est donc pour le moins surprenant qu'en 2001, après sa victoire aux élections, le président PANiste de « l'alternance », Vicente Fox, ait fait appel à Barrio comme « tsar anti-corruption », et

Ainsi, le travail de Washington Valdés offre des éléments particulièrement intéressants pour relire la construction et l'ascension du PAN dans le nord du pays, dans la décennie 1990. S'il est de notoriété quasi publique qu'à travers la famille de l'ancien président Salinas (1988-1994) notamment, le sommet du PRI paraît impliqué jusqu'au cou dans le narcotrafic, il n'est pas anodin de constater que des liens semblent également s'être tissés entre certains secteurs du PAN et des groupes narcotrafiquants. Au cours des dernières années, le Mexique a vu se développer en parallèle la rivalité entre le PRI et le PAN d'une part, et les cartels réputés leur être proches d'autre part. Remarquons ici en tout cas que les liens entre certains PANistes et certains narcotrafiquants semblent en partie tissés autour de l'impunité des féminicides sexuels systémiques – dont on ne sait toujours pas officiellement s'ils sont commis par des groupes narcos, des revenants de la guerre sale, de puissants hommes politiques ou affairistes en mal de sensations fortes ou un sinistre mélange de tous ceux-là à la fois.

Les féminicides au-delà de Juarez : perspectives continentales et histoires de dictatures et d'après-guerre

Le volumineux recueil *Terrorizing women. Feminicide in the America* de Fregoso et Bejarano (2010) ^[37] se place « à l'intersection des dynamiques de genre, des cruautés du racisme et des injustices économiques dans les contextes locaux et globaux » (p. 5), situant ainsi clairement l'analyse du féminicide dans le cadre de l'économie néolibérale. *Terrorizing women* propose à la fois des analyses acérées sur le cas mexicain et d'intéressantes comparaisons internationales. Concernant le Mexique, un article de Deborah Weissman montre que l'impunité des féminicides de Juárez n'est pas seulement de la responsabilité de l'État mexicain, mais aussi de l'État étatsunien souvent oublié, et plus encore, d'acteurs capitalistes transnationaux. Weissman souligne en effet le rôle des propriétaires des usines d'assemblage et d'autres secteurs économiques, qui s'organisent depuis de longues décennies, par le renforcement de la frontière, pour abaisser le coût de la main d'œuvre mexicaine – surtout féminine. Lui répond un article remarquable d'Alicia Schmidt Camacho, qui montre comment de nouveaux acteurs politiques et économiques ont dénationalisé l'espace de la frontière et créé une véritable non-citoyenneté pour les femmes. Elle affirme que les féminicides de Juárez « sont le double fantôme d'un projet visant à produire une population sans droits féminisée, directement appropriable pour le travail et le service à la fois sur les marchés légaux et illégaux du travail. La production de ce groupe subalterne a entraîné la sexualisation des corps des femmes mexicaines pauvres comme un moyen de vendre le lugubre et fragile partenariat entre les deux pays. Les usines d'assemblage et l'industrie touristique, qui font si visiblement commerce des capacités physiques des femmes mexicaines, ne sont que les plus évidents des sites qui érotisent l'hyper-exploitation des femmes mexicaines. » (p. 285).

L'ouvrage de Fregoso et Bejarano permet aussi de comparer le phénomène du féminicide dans différents pays du continent, marqués ou non par des dictatures ou des guerres contre-insurrectionnelles – le cas du Guatemala étant particulièrement intéressant. En effet, certains éléments du conflit guatémaltèque des années 1980 rappellent le Mexique des années 1990 : formation d'unités répressives spéciales avec l'appui états-unien (en particuliers les terribles *Kaïbiles*), création de milices contre-insurrectionnelles au sein même des communautés indiennes, utilisation massive par l'armée du viol contre les femmes indiennes, notamment pour obliger des communautés entières à quitter leur

territoire, impunité des anciens groupes répressifs. L'ouvrage permet ainsi de rapprocher la violence du temps de guerre, de la violence d'un temps de paix assez particulier – la paix d'une post-guerre sans réparation sociale, où la vie ne vaut pas grand chose, où beaucoup d'armes circulent encore entre les mains d'hommes habitués à les manier et où la crise économique fait rage. Il souligne aussi les effets sociaux délétères de l'impunité des anciens criminels de guerre et le cocktail explosif que cette impunité produit avec l'augmentation de la misère.

Retour sur les féminicides sexuels systémiques : trois pistes pour approfondir l'analyse

Sur la base de tous ces éléments, je propose pour ma part trois grandes pistes d'interprétation qui synthétisent les réflexions antérieures et suggèrent de nouvelles perspectives, en particulier concernant Ciudad Juárez, mais aussi pour comprendre la dynamique meurtrière et les diverses violences contre les femmes qui se sont multipliées dans l'ensemble du pays et même du continent, tout au long des années 2000 et avec l'approfondissement des logiques néolibérales.

D'abord, je rejoins pleinement les analyses de Weissman et de Schmidt Camacho, qui lisent les violences et les assassinats de femmes dans une perspective d'abaissement du coût de la main d'œuvre. En effet, se focaliser sur la dimension sexuelle des féminicides sexuels systémiques et sur le sexe des personnes assassinées – que ce soit dans un louable souci féministe ou par naturalisme plus ou moins inconscient –, fait oublier que les mortes et les disparues avaient également des positions de classe et de « race ». Plus précisément, la plupart des féminicides sexuels systémiques concernent des prolétaires « brunes », souvent des migrantes rurales et travailleuses pauvres – ouvrières, travailleuses du sexe, épouses, ou encore tout cela à la fois.

Cependant, je propose d'aller au bout de la suggestion de Schmidt Camacho, qui rapproche travail légal et illégal, ou encore dit d'une autre manière, activités liées au tourisme et activités industrielles à Ciudad Juárez. Pour ce faire, le concept d'« amalgame conjugal » de l'anthropologue italienne Paola Tabet (2004) me semble particulièrement utile. L'amalgame conjugal désigne un ensemble de tâches qui peuvent, selon les circonstances historiques et culturelles, être réalisées par des épouses et appropriées en bloc par des époux dans le cadre du mariage, ou vendues séparément par des femmes et achetées sur le marché, généralement par des hommes. Concrètement, selon Tabet, l'amalgame conjugal se compose du travail domestique, du travail émotionnel, du travail sexuel et du travail procréatif. Dans la perspective de l'appropriation individuelle et collective des femmes théorisée par la française Colette Guillaumin (1992) et reprise par les québécoises Juteau et Laurin (1988), j'ai montré qu'une des tendances de la mondialisation néolibérale consistait à glisser d'une appropriation privée des femmes par les hommes, à une appropriation collective (Falquet, à paraître). Cette tendance implique de séparer (dés-amalgamer) les tâches de l'amalgame conjugal et de les faire sortir du cadre du mariage ou de la famille, pour les offrir sur le marché du travail salarié classique, dans le cadre d'activités que j'ai appelées de « femmes de services »^[38] (2008) —notamment le travail domestique et le travail sexuel. La monétarisation de ces activités, même si elle implique que leur obtention revient plus cher à beaucoup d'hommes que lorsqu'ils les obtenaient « gratuitement » dans le mariage (grâce aux logiques de l'appropriation individuelle), permet en effet à d'autres personnes, pour la plupart des hommes, de réaliser de belles plus-values dans le cadre de l'exploitation (néolibérale).

Les féminicides visent principalement des femmes qui pour différentes raisons, se trouvent partiellement à l'extérieur de l'institution familiale-matrimoniale et des logiques de l'amalgame conjugal et qui constituent des figures emblématiques de la mondialisation néolibérale. Les féminicides sexuels systémiques touchent tout particulièrement le type de personnes qui réalisent à la fois le plus gros du travail nécessaire à la reproduction sociale anthroponomique (à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur de l'institution familiale), mais aussi une bonne partie de la production (agro-)industrielle classique, qui sont aussi précisément celles dont le mode de vie est le plus transformé par la nouvelle organisation du travail et sur le travail de qui les plus grosses plus-values sont réalisées. Autrement dit : les assassinats ciblent un segment de la main d'œuvre central pour la réorganisation néolibérale de la production, et l'impunité qui entoure ces meurtres redouble ce ciblage. Comment comprendre ce ciblage, que nous dit-il ?

La deuxième piste est liée à la première. Je propose d'aller plus loin que l'hypothèse de Segato selon laquelle les féminicides de Juárez seraient avant tout un mode de communication entre hommes, et au-delà de celle de Valencia qui suggère que cette violence n'est qu'un moyen d'expression, un mode de vie et parfois et une source de revenus pour des sujets *andriagos* fondamentalement masculins. Je soutiens que la violence féminicide gagne à être comprise comme s'adressant avant tout aux personnes assassinées, c'est-à-dire aux femmes-travailleuses elles-mêmes. Elle s'adresse également, dans une sorte de deuxième cercle, aux autres personnes qui partagent les principales caractéristiques des cibles attaquées : l'ensemble des femmes, puisque le « message » de mort se double de violences sexuelles, qui dans les termes de la culture dominante concernent tout particulièrement les femmes. Mais la menace concerne aussi, dans ce deuxième cercle élargi, l'ensemble des pauvres et l'ensemble des migrant-e-s brun-e-s. Le message de pouvoir absolu, de mépris total et d'impunité, produit potentiellement une série d'effets sur ses destinataires direct-e-s. D'abord, de la démoralisation voire de la terreur, qui peut les empêcher de réfléchir et d'agir, individuellement et collectivement. L'effet de sidération, démoralisation généralisée et fatalisme qui semble prévaloir au Mexique depuis le début de la guerre contre le narco-trafic de l'ex-président Calderón (2007-2012) l'illustre bien. Ensuite, en les obligeant à lutter sur un autre terrain (retrouver des corps, faire châtier les assassins), la violence féminicide ralentit les luttes que ces personnes pourraient mener en tant que femmes, travailleur-e-s pauvres ou migrant-e-s (monter un syndicat pour réclamer des hausses de salaire, remettre en cause les mécanismes sociaux de la maternité qui rendent les femmes si dépendantes d'un compagnon ou d'un salaire par exemple). La question qui se pose alors est simple : quels sont les secteurs sociaux, politiques et économiques qui ont intérêt à empêcher/détourner/retarder les luttes des femmes, des pauvres, des migrant-e-s, notamment leurs luttes contre la dépendance économique et l'exploitation ?

La troisième piste concerne les effets sociaux globaux des assassinats de Juárez. Le message politico-médiatique qui les entoure mérite qu'on s'y attarde. Le discours politique s'est clairement organisé autour du blâme posé sur les victimes et de la défense de l'impunité —les pouvoirs publics ont parfois même attaqué verbalement les personnes qui dénonçaient les féminicides et se sont souvent abstenues d'agir quand celles-ci ont été menacées, voire assassinées à leur tour. De son côté, le discours médiatique a redoublé et amplifié le message de la mise en scène horripilante, terrifiante et clairement sexiste des cadavres par les assassins. Au fil des mois et des années, l'ensemble de l'opinion publique mexicaine a été matraquée, saturée d'images atroces incluant le démembrement et la mutilation des corps disloqués, méconnaissables et produits comme méprisables, de jeunes travailleuses pauvres. On notera parallèlement, d'une part que le Mexique est l'un des pays

où la concentration de la propriété des médias est la plus élevée au monde, les deux gigantesques empires médiatiques^[39] étant réputés particulièrement proches du pouvoir, et d'autre part que l'exercice du journalisme indépendant y est particulièrement dangereux. Par exemple, selon le Comité pour la protection des journalistes, entre décembre 2006 (arrivée au pouvoir du président Calderón) et 2010, vingt-deux journalistes et trois employé-e-s de presse ont été assassiné-e-s et sept autres ont disparu^[40].

On peut souligner trois effets de ce discours politique et médiatique dominant. D'abord, dans la perspective ouverte par le Combahee River Collective suite à une vague d'assassinats de femmes, presque toutes Noires, à Boston dans les années 1970 (Falquet, 2006), mais aussi dans la ligne des analyses de Judith Walkovitz concernant le traitement du cas anglais de Jack l'éventreur (1982), ou encore dans la perspective contenue dans le titre même de l'ouvrage de Fregoso et Bejarano (2012) : ce discours contribue à "terroriser les femmes" et à "normaliser" leur comportement. Le message est que les femmes devraient se placer sous protection masculine-familiale, restreindre leur mobilité et leurs comportements, non seulement en tant que possibles objets de « désir » sexuel masculin mais aussi en matière d'activité professionnelle. Ensuite, en se focalisant, parfois complaisamment, sur la dimension sexuelle des violences, sur le sexe et la "moralité" des victimes, le discours dominant détourne l'attention des rapports sociaux de classe et de "race" également en jeu dans les meurtres. Enfin, le discours (et les pratiques) de terreur et d'impunité participent d'un processus de désensibilisation sociale qui touche l'ensemble de la population. On sait qu'après un premier seuil de révolte, puis de dégoût, l'horreur tend à anesthésier les consciences et à ôter aux personnes toute envie de rébellion et même d'organisation. Le rapprochement avec les contextes de (post)guerres et de (post)dictatures d'autres pays du continent, où les meurtres de femmes semblent s'être développés depuis les années 2000, rapprochement suggéré par l'ouvrage de Fregoso et Bejarano et les travaux de plus en plus nombreux dans les autres pays de la région, sont riches d'enseignements. En effet, on peut alors s'appuyer sur certains travaux en psychologie sociale de la guerre. Le chercheur jésuite assassiné au Salvador, Martín Baró (1990), avait montré que l'usage public de la violence extrême et son éclatante impunité constituaient de puissants instruments des stratégies de "guerre de basse intensité" enseignées à l'Ecole des Amériques et appliquées dans la région tout au long des années 1970 et 1980. Si l'on veut bien se situer dans cette perspective, les meurtres de femmes se trouvent à nouveau replacés dans une histoire politique et militaire plus vaste que la seule ville de Juárez des années 1990, et potentiellement inscrits dans des stratégies bien plus larges de contrôle social par la terreur.

*

Bien entendu, il n'existe pas de "cerveau" qui, derrière les féminicides sexuels systémiques de Juárez et plus largement, derrière la violence généralisée déchaînée contre les femmes, aurait planifié une stratégie globale de terreur contre certains segments de la main-d'œuvre mise au travail dans des régions du monde emblématiques (frontières entre le Sud et le Nord et zones potentiellement riches, pays avec de fortes luttes sociales et de ce fait en situation de guerre ou de post-guerre) et des activités particulièrement rentables à l'ère néolibérale. Cependant, concernant le Mexique spécifiquement, il est indéniable que le phénomène des assassinats de Juárez, les discours dominants et les pratiques de pouvoirs publics qui les ont accompagnés, ont clairement contribué à créer un climat de terreur pour certains secteurs sociaux, et à produire dans l'ensemble de la société mexicaine une certaine désensibilisation à la violence meurtrière, à asseoir sa "normalité" et à construire l'idée de l'impunité de ces violences. Cette violence est le fruit d'une histoire politique,

économique et militaire tout à fait traçable, avec des acteurs clairement identifiables et des alliances internationales précises avec des pays du Nord comme les Etats-Unis, la France ou Israël (impliquant l'instruction militaire, la vente d'armes et de savoir-faire), et non d'une quelconque barbarie machiste incontrôlée issue de la jeunesse masculine pauvre des pays du Sud. Il ne s'agit pas non plus d'une vulnérabilité naturelle des femmes, même appauvries et racisées.

Ceci n'invalide cependant en rien les analyses féministes de la violence masculine contre les femmes, conjugale ou familiale notamment. Au contraire, les réflexions que je propose ici, au-delà même du Mexique, visent à approfondir les travaux féministes sur la violence en leur ajoutant un ancrage solide dans l'histoire, la géographie et l'économie — afin d'éviter tout naturalisme et toute généralisation abusive (en termes de sexe, mais aussi de « race » et de classe) sur les responsables directs et indirects des violences et les personnes affectées, tant en termes individuels que collectifs.

Enfin, ces éléments d'analyse de la violence masculine et systémique meurtrière contre les femmes, s'inscrivent dans des réflexions plus larges sur la mondialisation. J'ai travaillé par ailleurs sur les aspects « consensuels » de la mondialisation néolibérale, notamment sur la manipulation de discours « pro-femmes » et « de genre » par les institutions internationales et certains Etats, essentiellement membres de l'OCDE (2008). Or, si je continue à affirmer que les femmes comme force de travail (au sens large, incluant la reproduction sociale anthroponomique et la procréation) et le durcissement des rapports sociaux de sexe constituent des éléments centraux du néolibéralisme, j'estime nécessaire d'y ajouter une analyse plus systématique de la contrainte et de la violence, qui s'exerce également selon des lignes de genre si brutales et si claires que parfois, elles aveuglent. Il est grand temps de les ré-introduire dans les réflexions, afin de les combattre et de pouvoir envisager des voies de sortie des logiques mortifères du néolibéralisme.

Bibliographie

Blais, Mélissa ; Dupuis-Déri, Francis, (eds.), 2008. *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, p. 258.

Collectif stop masculinisme, 2013. *Contre le masculinisme, petit guide d'autodéfense intellectuelle*. Lyon : Bambule, 160 p.

Devineau, Julie, 2012. « Autour du concept de fémicide/féminicide : entretiens avec Marcela Lagarde et Montserrat Sagot », *Problèmes d'Amérique latine*, 2012/2 N° 84, p. 77-91.

Devineau, Julie, 2013, « Histoire récente des cartels mexicains, 1996-2012 », rapport pour le Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique (CSFRS) dans le cadre du projet VIVEMEX.

Devineau, Julie, 2012, « Panorama des violences au Mexique », rapport pour le Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégique (CSFRS) dans le cadre du projet VIVEMEX.

Falquet, Jules, 1997. « Guerre de basse intensité contre les femmes ? La violence domestique comme torture, réflexions sur la violence comme système à partir du cas salvadorien », *Nouvelles Questions Féministes*, 18, 3-4, pp. 129-160. En ligne : <http://www.reseau-terra.eu/article541.html>

Falquet, Jules, 2006. "Le Combahee River Collective, pionnier du féminisme Noir. Contextualisation d'une pensée radicale". In : Falquet, Jules ; Lada, Emmanuelle ; Rabaud, Aude. *(Ré)articulation des rapports sociaux de sexe, classe et "race". Repères historiques et contemporains. Cahiers du CEDREF*. Paris : Université Paris-Diderot. Pp 69- 104.

Falquet, Jules, 2008. *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute.

Falquet, Jules, 2010 a. "L'Etat néolibéral et les femmes. Le cas du "bon élève" mexicain" dans Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Lefeuvre et Fatou Sow (dirs.) *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Les Presses de Sciences Po, pp 229-242.

Falquet, Jules, avec Olga González, 2010 b. Compte-rendu de l'ouvrage de Victoria Sanford. (2008). *Guatemala: del genocidio al feminicidio, Cuadernos del presente imperfecto*, Guatemala, 87 p. In : AFHEC, *Historia centroamericana* (site d'information scientifique en ligne).

Falquet, Jules, 2011 b. Compte-rendu de l'ouvrage de Fregoso Rosa-Linda, Bejarano Cynthia (dir.). *Terrorizing Women. Feminicide in the Americas* ». In : *Genre, sexualité & société* [En ligne], n° 5, Printemps 2011. URL : <http://gss.revues.org/index1914.html>

Falquet, Jules, 2012 a. DSK ou le continuum entre les violences masculines et les violences néolibérales, *Nouvelles Questions Féministes*.

Falquet, Jules, 2012 b. "Femmes et féministes contre la violence masculine, néolibérale et guerrière au Mexique", in : Gaudichaud, Franck, *Amérique latine : émancipations en construction*, Les Cahiers de l'émancipation, Paris, Syllepse.

Falquet, Jules, (à paraître). "Femmes de ménage, loueuses d'utérus, travailleuses du sexe et travailleuses du care. Le « dés-amalgamage conjugal » en contexte néolibéral : libération ou nouvelles formes d'appropriation ?", *Actes du colloque Travail, care et politiques sociales : débat Brésil-France*, São Paulo, Rio de Janeiro, 26-28 août 2014.

Fregoso, Rosa-Linda & Berejano, Cynthia (dir.), 2010. *Terrorizing Women. Feminicide in the Americas*, Durham, Duke University Press.

González Rodrigue, Sergio, 2002, *Huesos en el desierto*, Barcelone : Anagrama.

Labrecque, Marie France, 2012. *Féminicides et impunité. Le cas de Ciudad Juárez*, Montréal, Ecosociété, 194 p.

Lacombe, Delphine, Compte-rendu du livre de Marie-France Labrècque, *Féminicides et impunité. Le cas de Ciudad Juárez* (2012, Montréal, Ecosociété), in *Problèmes d'Amérique Latine*, n°90, 2014/2, pp 169-173.

Lagarde, Marcela, 2006. « Presentación », dans *La Violencia feminicida en 10 entidades de la Republicana mexicana*, Congrès de l'Unión, Camara de diputados, México DF.

Lasso Tiscareño, Rigoberto, 2005. « Inercias y cambios en la cultura de Ciudad Juárez », in : Victor Orozco (coord.), *Chihuahua hoy 2005*, Ciudad Juárez, Instituto Chihuahuense de la cultura.

Martín Baró, Ignacio (compilateur), 1990. *Psicología social de la guerra : trauma y terapia*. San Salvador : UCA.

Martínez, Fabiola , 2012. « Durante últimos 25 años, 34 mil feminicidios en el país: estudio », *La Jornada*, 7 mars 2012.

Monárrez Fragoso, Julia Estela, 2006 b, « Las diversas representaciones del feminicidio y los asesinatos de mujeres en Ciudad Juárez, 1993-2005 », in : Colegio de la Frontera Norte (ed.), *Sistema Socioeconómico y Geo-Referencial sobre la Violencia de Género en Ciudad Juárez, Chihuahua : propuesta para su prevención*, Ciudad Juárez, El Colegio de la Frontera Norte, vol. 2, chapitre 7.

Monárrez Fragoso Julia Estela, 2006 a. « Las víctimas del feminicidio juarense : mercancías sexualmente fetichizadas », in *Fermentum*, Mérida-Venezuela-año 16, n°46, mayo-agosto 2006, pp 429-445. <http://www.saber.ula.ve/bitstream/123456789/20735/2/articulo8.pdf>

Radford, Jill ; E. H. Russell, Diana (Eds.), 1992. *Femicide: The Politics of Woman Killing*, New York : Twayne Publishers ; Buckingham, England, Open University Press.

Ravela Blancas, Patricia ; Domínguez Ruvalcaba, Hector, 2003. « La batalla de las cruces. Los crímenes contra las mujeres en la frontera y sus interpretaciones ». *Desacatos*, vol. 13, pp 122-133.

Sagot, Montserrat, Carcedo, Ana, 2002. *Femicidio en Costa Rica : 1990-1999*, San José, [Instituto Nacional de las Mujeres](#).

Sanford, Victoria, 2008. *Guatemala: del genocidio al feminicidio*, Cuadernos del presente imperfecto, Guatemala.

Segato, Rita Laura, 2005, *Territorio, soberanía y crímenes de segundo estado. La escritura en el cuerpo de las mujeres asesinadas en Ciudad Juárez*. Consultable en ligne : <http://www.terrelibere.org>

Valencia, Sayak, 2010. *Capitalismo gore*. España, Melusina. 238 p.

Walkowitz, Judith R., 1982. « Jack the Ripper and the Myth of Male Violence », *Feminist Studies*, Vol. 8, No. 3 (Autumn, 1982), pp. 543-574. <http://www.jstor.org/stable/3177712>

Washington Valdés, Diana, 2005. *Cosecha de mujeres. Safari en el desierto mexicano*, México, Oceano.

Weissman Deborah M., 2010. "Global economics and their progenies : theorizing femicide in context", in Rosa-Linda Fregoso & Cynthia Bejarano (dir.), *Terrorizing Women. Femicide in the Americas*, Durham, Duke University Press, pp 225-242.

[1] Maîtresse de conférences HDR en sociologie à l'Université Paris Diderot (CEDREF-LCSP). Auteure de *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*. Paris : La Dispute. 214 p (également paru en espagnol), préfacière ("Au-delà des larmes des hommes") du livre de Pinar Selek, 2014, *Devenir homme en rampant. Service militaire en Turquie : construction de la classe de sexe dominante*, Paris : L'Harmattan, elle a publié et/ou traduit de nombreux articles et numéros de revue : <http://julesfalquet.wordpress.com/>

[2] Cet article est extrait d'un travail à paraître qui présente l'histoire politique et économique du Mexique jusqu'aux années 2000, et doit être suivi d'un autre chapitre sur la situation mexicaine depuis 2000, qui inclut bien entendu les transformations liées (1) au basculement du pays des mains du PRI à celles du PAN en 2000 et le développement du narcotrafic (2) au mandat de Calderón et sa très sanglante "guerre au narcotrafic" à partir de 2007 (3) au retour des "dinosaures" du PRI avec la victoire de Peña Nieto en 2012, les transformations de la situation dans le Michoacán notamment, avec l'apparition des Caballeros templarios puis des auto-défenses. Il convient également de discuter des nouvelles stratégies de guerre "de basse intensité" tout au long de la période, et du rôle des programmes actuels contre la pauvreté, dont les femmes sont les principales "cibles".

[3] Je m'appuie ici sur plusieurs travaux précédents : Falquet 2012 a et b, 2011, 2010 a et b, 2008 et 1997.

[4] Falquet, Jules, 1997. « Guerre de basse intensité contre les femmes ? La violence domestique comme torture, réflexions sur la violence comme système à partir du cas salvadorien », *Nouvelles Questions Féministes*, 18, 3-4, pp. 129-160. En ligne : <http://www.reseau-terra.eu/article541.html>

[5] On verra qu'il existe une grande variété d'analyses et différentes conceptualisations du phénomène, au singulier ou au pluriel.

[6] Un tiers de l'emploi dans les *maquiladoras* au Mexique est concentré à Ciudad Juárez, dont la population a triplé en trente ans (passant de 0,4 à 1,3 millions d'habitant-e-s entre 1970 et 2000).

[7] Une abondante littérature existe sur les nombreux groupes de lutte contre les féminicides qui se sont créés, à Ciudad Juárez et dans le reste du pays, malgré les très fortes menaces, voire les assassinats que subissent les militantes. On pourra consulter les sites de deux des principales organisations :

Casa Amiga (Mexico) <http://www.casa-amiga.org/>

Nuestras Hijas de Regreso a Casa (Mexico) <http://www.mujeresdejuarez.org>

[8] <http://www.cimacnoticias.com.mx/node/29369>

[9] Film, généralement pornographique, qui met en scène la torture et le meurtre d'une ou plusieurs personnes

[10] Historiquement, l'un des premiers cartels du Mexique est celui de Guadalajara. A sa scission en 1989, le futur "chapo" Guzmán fonde le cartel de Sinaloa, tandis que la famille Arellano Felix fonde le cartel de Tijuana. Après le déclin de Tijuana comme couloir de passage de la drogue, Ciudad Juárez devient un enjeu de première importance. A partir de 1993, la ville passe sous le contrôle des sinaloans, autour des frères Carrillo Fuentes, qui forment le cartel de Juárez. Amado Carillo Fuentes, arrêté en 1989 mais relâché faute de preuve, surnommé « le seigneur du ciel » pour sa flotille de 25 avions et devenu l'un des hommes les plus riches du monde, bénéficiait d'un réseau de complicités considérables dans la police et l'armée.

[11] Selon l'ONG mexicaine Elige, membre de la campagne « Ni una muerta más ».

[12] Si les recherches se sont multipliées à partir des années 2000, un véritable suivi officiel et unifié fait toujours défaut.

[13] La violence s'étant poursuivie de plus belle à partir du sexennat de Calderón (2006-2012).

[14] Il s'agit du supplément féministe du quotidien *la Jornada*.

[15] Elle propose ensuite de créer une typification juridique spécifique du délit. Pour la suite de son action, qui se déroule sous le mandat de Fox, on verra le chapitre suivant.

[16] Au Costa Rica, Montserrat Sagot et Ana Carcedo (2002), qui travaillent depuis longtemps sur les violences contre les femmes, ont préféré pour leur part le concept de *femicidio*, pour « coller » au choix initial de Russel et Radford, quitte à proposer ensuite des catégories spécifiques : femmes assassinées par leur compagnon/ dans le contexte familial/dans le contexte d'une agression sexuelle/avec des signes de torture, viol, marques sur le corps ou mutilations/retrouvées nues dans un cadre anonyme. Toute une partie des chercheuses et activistes centraméricaines ont elles aussi fait ce choix. Sagot et Carcedo ont également travaillé le concept des « scènes » du féminicide (de couple, familiale...), soulignant l'apparition de nouvelles scènes à la fin des années 2000 : traite et trafic d'êtres humains, assassinat de femmes migrantes, exploitation sexuelle commerciale (Sagot & Carcedo, 2002 ; Devineau, 2012).

[17] En avril 2014, la commission générale de terminologie et de néologie (Délégation générale à la langue française et aux langues de France - ministère de la Culture) réalisait des auditions de spécialistes concernant les violences faites aux femmes, et en particulier la traduction des termes (espagnol et anglais) : *femicidio/feminicide* et *crimen de genero/gendercide*.

[18] On assiste aussi progressivement à une extension de la catégorie de féminicide, qui en

vient d'une part à qualifier n'importe quel assassinat de femme, et d'autre part à désigner des phénomènes aussi divers que les avortements sélectifs de fœtus XX, le mauvais accès aux soins de santé entraînant la mort, et diverses formes de violence.

[19] Il relèverait en particulier d'une perspective anhistorique et universalisante. Or précisément, Labrecque consacre son ouvrage à historiciser, contextualiser et déculturaliser les féminicides.

[20] Sur le mouvement et masculiniste et son idéologie : Blais & Dupuis Déry (2008), Collectif stop masculinisme (2013).

[21] Pour le dire très rapidement, le concept de nécropolitique inverse la proposition foucauldienne de la biopolitique : le pouvoir et la souveraineté s'exprimeraient désormais par le fait de décider, non plus qui vit et comment, mais qui meurt et de quelle façon —par une soumission croissante de la vie à la mort.

[22] On consultera également son blog : <http://dianawashingtonvaldez.blogspot.fr/>

[23] Deux d'entre eux faisaient même partie de sa famille.

[24] Fondée en 1973 à Guadalajara, la Ligue Communiste du 23 septembre a choisi ce nom en mémoire du premier groupe d'inspiration "foquiste" mexicain qui en 1965, dans l'Etat de Chihuahua, tente de prendre d'assaut une caserne. La LC 23 sera la plus importante organisation de guérilla urbaine des années 70. En effet, en lien avec une forte montée de la conflictivité sociale, après le massacre des étudiant-e-s du 2 octobre 1968 à Tlatelolco, puis celui de la manifestation du 10 juin 1971, commencent dix années d'un conflit sourd mais meurtrier. Face à la brutalité assassine du gouvernement de Díaz Ordaz (1964-1970), qui recourt à la formation de groupes de choc comme supplétifs de la police (stratégie aujourd'hui reconnue comme étant celle d'une « guerre sale »), plus d'une vingtaine d'organisations armées urbaines aux tailles et aux positions politiques très variées apparaissent, principalement à Mexico, Guadalajara et dans les villes du nord : Monterrey, Chihuahua et Culiacán.

[25] Quant aux liens entre cartels et groupes délinquants locaux d'une part, et entre cartels et police d'autre part, selon le travail très détaillé de Julie Devineau, en plus du trafic de drogue, le cartel de Juárez "protégeait aussi les autres groupes de Ciudad Juárez en marge de la légalité, au premier rang desquels les petites bandes criminelles opérant dans la ville. Toujours selon Molina Ruiz, "ces bandes fonctionnaient comme une association de syndicats qui travaillaient à l'ombre de Carrillo, lequel leur permettait de travailler et leur offrait protection [...]"³³. En ce sens, Amado Carrillo, en tant que pourvoyeur de sécurité privée, a vraisemblablement été le précurseur de la dynamique mafieuse à l'oeuvre dans les organisations mexicaines de narcotraffic." (Devineau, 2013). Il meurt semble-t-il en 1997 des suites d'une opération de chirurgie plastique, ouvrant une guerre de succession sanglante jusque dans les bars et restaurants du centre-ville. Le cartel de Juárez "engage" alors une bande délinquante locale, les Aztecas, formée depuis les années 80 dans une prison au Texas. Toujours selon Devineau, c'est au sein même de la police et du système

[26] Francisco Molina Ruiz est nommé en janvier 2007 par Calderón, responsable de la Contraloría Interna de la Procuraduría General de la República.

[27] Parti d'action nationale, classé à droite (nationaliste).

[28] Parti révolutionnaire institutionnalisé, au centre de la vie politique mexicaine depuis la révolution.

[29] Il vient d'entrer cette même année au PAN.

[30] Depuis 2009, Francisco Barrio a été nommé ambassadeur au Canada, et a participé aux "primaires" internes du PAN pour être candidat présidentiel en 2012.

[31] Ainsi nommé pour son contrôle des routes aériennes et son équipement en avionnettes.

[32] El Yunque est une organisation secrète d'extrême-droite fondée en 1955 à Puebla pour défendre la religion catholique contre « le communisme, la franc-maçonnerie et le peuple juif ».

[33] Elizalde, Triunfo; Muñoz, Alma, 1998. Apatía y sexismo de autoridades en Chihuahua : CNDH ; *La Jornada*, 25 mai 1998, <http://www.jornada.unam.mx/1998/05/25/sexismo.html>

[34] Propos rapportés dans le journal *Espartaco* No. 21, otoño-invierno de 2003 : <http://www.icl-fi.org/espanol/oldsite/juarez.htm>

[35] La Red Noticia, Edición No. 27 / Año 4, 7 octobre 2009. <http://www.larednoticias.com/noticias.cfm?n=3374>

[36] <http://www.mujeresdejuarez.org/el-gobierno-sabe-quienes-son-los-asesinos-washington-valdez.html>

[37] On pourra consulter le compte-rendu que j'ai proposé de l'ouvrage, sur lequel je m'appuie ici (Falquet, 2011).

[38] Même si elles peuvent parfaitement être réalisées par des membres de la classe des hommes, qui sont alors généralement "féminisés" (en lien avec leur position de "race" et de classe et leur situation migratoire notamment).

[40] Committee to Protect Journalists CPJ (basé à New York), *The sound of silence*, Rapport du 8 septembre 2010, New York. <http://www.cpj.org/americas/mexico/> et par ailleurs <http://www.interet-general.info/spip.php?article14493>. La nouvelle loi sur les médias (2014), qui restreint considérablement la diffusion des informations sur la guerre interne que vit le Mexique, mérite une analyse à part.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.